

Au moment où salariés français et en particulier ceux de GDF SUEZ réclament du pouvoir d'achat ; au moment où le gouvernement légifère sur une loi pour associer à la croissance les salariés des entreprises qui distribuent des dividendes, GDF SUEZ répond, une nouvelle fois, en engageant, au niveau européen, une négociation pour un plan d'attribution d'actions gratuites. On sait aujourd'hui ce qu'il en est...

La négociation a fait pschit !

Les situations diverses en Europe, à la fois en termes de niveau de vie et de contexte politico économique, ne permettent pas de faire de l'égalitarisme à tous crins. L'ensemble des salariés européens du groupe l'a clairement signifié en refusant de donner un mandat aux principales Fédérations Européennes pour négocier.

Aujourd'hui, ce que veulent les salariés du groupe c'est du pouvoir d'achat, non un ersatz.

L'entreprise par cette démarche, cherche à contourner une décision législative Française permettant le paiement d'une prime négociée pouvant aller jusqu'à 1200 euros tout de suite. A n'en pas douter, la négociation européenne ayant échoué, elle cherchera un accord auprès des Fédérations mondiales pour se soustraire à la contrainte franco-française. Nous ne sommes pas sûrs que le législateur prévoit cette subsidiarité.

C'est bien pour cela, que les négociations ont échoué !
C'est bien pour cela, que notre organisation syndicale
portera un avis négatif sur ce plan d'attribution d'actions gratuites !

Construisons
notre avenir